
Quatrième session, trentième Législature

Fourth Session, Thirtieth Legislature

ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Projet de loi n^o 9

Bill No. 9

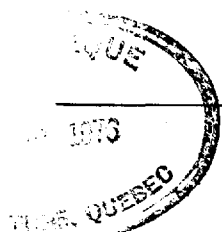
Loi modifiant la Loi concernant les
caisses d'établissement

An Act to amend the Act respecting
caisses d'établissement

Première lecture

First reading

MME BACON



L'ÉDITEUR OFFICIEL DU QUÉBEC
CHARLES-HENRI DUBÉ
QUÉBEC OFFICIAL PUBLISHER

1976

Projet de loi n^o 9

Loi modifiant la Loi concernant les
caisses d'établissement

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

1. L'article 2 de la Loi concernant les caisses d'établissement (1969, chapitre 71), modifié par l'article 1 du chapitre 79 des lois de 1971, par l'article 1 du chapitre 66 des lois de 1972 et par l'article 2 du chapitre 77 des lois de 1975, est de nouveau modifié par le retranchement du premier alinéa.

2. La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.

Bill No. 9

An Act to amend the Act respecting
caisses d'établissement

HER MAJESTY, with the advice and consent of the National Assembly of Québec, enacts as follows:

1. Section 2 of the Act respecting *caisses d'établissement* (1969, chapter 71), amended by section 1 of chapter 79 of the statutes of 1971, by section 1 of chapter 66 of the statutes of 1972 and by section 2 of chapter 77 of the statutes of 1975, is again amended by striking out the first paragraph.

2. This act shall come into force on the day of its sanction.

NOTE EXPLICATIVE

Ce projet a pour objet de rendre permanent le pouvoir des caisses d'établissement d'agir à titre de courtier pour obtenir des prêts d'argent en faveur de leurs membres ou d'agir pour leur compte à titre de courtier au sens de la Loi du courtage immobilier.

EXPLANATORY NOTE

The object of this bill is to render permanent the power of caisses d'établissement to act as brokers for the purpose of obtaining loans of money for their members or to act on their behalf as brokers within the meaning of the Real Estate Brokerage Act.